

Antisémitisme et stratégies d'intégration. Juifs et non-Juifs dans la Hongrie contemporaine

In: Annales. Économies, Sociétés, Civilisations. 48e année, N. 2, 1993. pp. 239-264.

Abstract

Antisemitism and Strategies for Interpretation. Jewish-Gentile Relations in Contemporary Hungary.

The study of antisemitism cannot follow clear out methodological principles since it comprises historically heterogeneous features and sociological layers of extreme diversity. This study focuses on major differences of Jewish-Gentile relations in Hungary before and after the Shoah, the communist take-over representing structural break in this matter. The Liberal period (till 1918) of modernization with the emergence of the nation state can be opposed to the authoritarian "Christian Course" of the Inter-War years leading to the short-lived but devastating fascist state. With the maintenance of measure of social and religious antisemitism in the first despite official policies of emancipation and equality and on the contrary with the preservation of the main civil rights protecting to some Jews till the German Occupation combined with government sponsored anti-Jewish drive both rested upon ambiguous foundations. The Communists integrated many Jews in the new power structure break through in local history) but imposed taboo on the Jewish past persecuted Zionism and implicitly the Jewish spirit under bourgeois or cosmopolitan disguises. The 1956 Popular Front and its aftermaths brought about new kind of Jewish Gentile understanding in oppositional circles of the Regime, but also restored the position of Jewish members of the party machinery. In the post-Communist transition there are no economic arguments to revive Old Regime antisemitism but symbolic divisions are still operational and continue to disturb the democratic political game.

Citer ce document / Cite this document :

Karady Victor. Antisémitisme et stratégies d'intégration. Juifs et non-Juifs dans la Hongrie contemporaine. In: Annales. Économies, Sociétés, Civilisations. 48e année, N. 2, 1993. pp. 239-264.

doi : 10.3406/ahess.1993.279132

http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/ahess_0395-2649_1993_num_48_2_279132

ANTISÉMITISME ET STRATÉGIES D'INTÉGRATION Juifs et non-Juifs dans la Hongrie contemporaine

Victor KARADY

La difficulté à comprendre les objectivations de l'antisémitisme vient du fait que s'y mêle en intime amalgame une série d'éléments à *l'historicité hétéroclite* : l'expression de rapports d'intérêt concrets (notamment économiques et politiques), l'expérience tirée des relations vécues avec les Juifs, divers biens idéologiques qui circulent dans les familles politiques historiquement constituées (s'opposant généralement aux projets sociaux universalistes), des représentations collectives descendant d'un autre âge et instituées en vérités religieuses ou autrement primordiales, des stéréotypes et jugements qui qualifient l'ensemble des Juifs comme dépositaires de traits de caractères immuables, l'appréhension des « autres », perçus comme anthropologiquement ou culturellement « différents » (lors même que, en pareille matière, l'altérité est toujours l'affaire de définitions sociales décisives), des projections fantasmatiques de rapports d'intérêts (comme le « bouc émissaire »), etc. De plus, les thèmes antisémites « voyagent » beaucoup. Le passage des frontières des États et des classes sociales ne fait en général que renforcer leur légitimité dans les milieux récepteurs surtout lorsque ceux-ci se trouvent dominés ou en état de dépendance par rapport aux faiseurs d'opinion antisémites. Cela veut dire, d'une part, que derrière les mêmes mots et gestes exprimant la haine des Juifs peuvent se cacher des réalités socio-historiques très diverses et, d'autre part, qu'il est quasiment impossible de contrôler de manière opératoire toutes les variables qui interviennent dans leur production. Cette difficulté augmente, dans la pratique sociologique, parce qu'on connaît mal ou, souvent, on ne se soucie pas de prendre en compte la distribution du potentiel antisémite — généralement très inégale — dans l'espace social : on raisonne sur des sociétés globales à tous égards composites, en feignant qu'elles ne le soient pas sous ce seul rapport.

Tout ce préalable portant au scepticisme peut justifier la prudence du titre et les limites étroites assignées à cette contribution. Je m'en tiendrai ici à la présentation de quelques grandes corrélations qui émergent dans l'his-

AUJOURD'HUI

toire sociale de la Hongrie contemporaine entre l'intensité et l'impact différentiels des manifestations d'antisémitisme, les options et intérêts idéologiques (et autres) des élites dirigeantes, ainsi que les stratégies juives d'intégration dans la société hongroise. Beaucoup d'éléments invariants, aux effets locaux ou transitoires, du discours et de l'action antisémites seront laissés de côté pour permettre la mise en relief des principales transformations historiques des corrélations saisies. Pour ce faire, il faut commencer par remonter à l'ancien régime : beaucoup de ses acteurs idéologiques restent actifs et le champ des possibles en ce domaine semble toujours surdéterminé (que ce soit comme modèle ou comme repoussoir) par ce qui est advenu « avant » et/ou ce qu'en retient la mémoire collective.



En Hongrie comme ailleurs, la grande césure se situe entre « avant » et « après » le génocide nazi. Mais, en Europe centrale, la victoire sur le nazisme revêt une signification radicalement — et en Hongrie (comme en Pologne et en Roumanie, peut-être même en Bulgarie) doublement — différente, comparée à la libération des pays occidentaux du joug hitlérien. A l'ouest, ce fut la restauration de la démocratie et de la souveraineté nationale des États occupés, restauration assortie de la réparation des injustices commises — en particulier à l'égard des Juifs. Ceux-ci ont vécu à l'unisson avec les non-Juifs le retour à l'État de droit. A l'est (sauf en Autriche et en Tchécoslovaquie), il s'agissait de la défaite de régimes autoritaires antisémites (qu'ils aient été à leur tour, comme la Pologne, victime, ou comme la Hongrie, complice du Reich), de la perte de souveraineté des États conquis par l'Armée rouge et de l'imposition violente d'un nouvel ordre économique et social sous le diktat de Staline.

Dans ces conditions, le tournant de 1945 a été très différemment vécu par les Juifs survivants et par leurs compatriotes. Ce qui, pour les uns, a été avant tout — objectivement — la fin des persécutions et l'avènement d'une ère nouvelle quant à leur place dans la cité, s'annonçait pour la majorité des autres surtout comme la mise en place d'un régime oppressif jusque-là inconnu mais redouté. La fondamentale diversité d'appréciation était inscrite dans l'expérience de cette « libération » ambiguë.

Il importe de rappeler ici que, en Hongrie, les implications et les conséquences de l'alliance allemande (marquées, depuis 1938, par une législation antijuive de plus en plus sévère, l'entrée en guerre en juillet 1941 contre la Russie soviétique, la déportation des Juifs de province à la faveur de l'occupation militaire du pays par la Wehrmacht au printemps 1944 et, pendant l'hiver 1944-1945, un régime de terreur fasciste s'achevant sur la débâcle) provoquent au fond la « première brisure historique profonde », qui oppose les majorités de l'opinion juive et non-juive. Jusque-là et malgré les divergences conjoncturelles, sans doute aggravées à partir de la contre-révolution de 1919, Juifs et non-Juifs s'accordaient sans peine sur l'essentiel des objectifs nationaux. On peut même soutenir qu'un certain consensus s'est opéré, paradoxalement, jusqu'à la fin de l'ancien régime : les lois antijuives pouvaient s'interpréter comme des concessions permettant de désamorcer

pour un temps les menaces et exigences proférées par les Allemands et leurs acolytes locaux. Les territoires historiques provisoirement récupérés grâce à Hitler entre 1939 et 1941 sur la Slovaquie, la Roumanie et la Yougoslavie, étaient aussi chers aux cœurs des Juifs hongrois que l'Alsace-Lorraine pour les Français israélites. Les tergiversations des gouvernements de guerre qui cherchaient fort maladroitement à renouer avec les Anglo-Saxons, pouvaient passer pour une stratégie de dégagement et de survie. L'occupation allemande et le régime fasciste qui s'ensuivait, s'ils s'avéraient fatals pour les deux tiers des Juifs du pays, n'en frappaient pas moins d'autres secteurs de la société hongroise, notamment ses élites traditionnelles, sans parler de l'opposition libérale ou sociale-démocrate. Bien des politiciens conservateurs et autres aristocrates anti-allemands partagèrent le sort des chefs de l'opposition et des personnalités juives au camp de concentration de Mauthausen après le 19 mars 1944.

La « grande brisure » ne survient donc qu'avec l'installation du nouveau régime. Mais elle fut précédée par une « longue entente historique judéo-hongroise »¹.

L'ambiguïté de l'ancien régime

Ce volet de l'histoire hongroise, central dans le processus de modernisation du pays, débute au XVIII^e siècle. La Hongrie féodale, grande productrice agricole, manque d'agents de commercialisation de ses produits, vu la faiblesse des classes d'intermédiaires entre noblesse et serfs (notamment par suite du dépérissement des villes sous le règne turc dans toute la plaine centrale et le départ d'une partie des commerçants levantins, sujets de l'Empire ottoman). Les Juifs sont alors bienvenus pour remplir cette fonction. Aristocrates latifundiaires, princes de l'Église et nobles *bene possessionati* rivalisent de zèle pour accueillir sur leurs terres ces sujets soumis et reconnaissants, fermiers dépendant des « petits bénéfices » nobiliaires (estaminets, droits de bouilleurs de cru, etc.), sources de précieux impôts (dus pour être « tolérés » et « protégés »), prêteurs sur gage (dans un pays sans même de rudiments du système bancaire). Ces Juifs négocient habilement les produits

1. Celle-ci est particulièrement bien présentée dans la synthèse historique publiée par William McCAGG, *A History of Habsburg Jews, 1670-1918*, Bloomington, Indiana University Press, 1989, cf. surtout le chapitre 8. Sur l'aspect centre-européen de l'histoire sociale des Juifs hongrois, voir la collection d'essais sous la direction de Yehuda DON et de Victor KARADY, *A Social and Economic History of Central European Jewry*, New Brunswick, Transaction Books, 1990. Sur les problèmes de l'antisémitisme en Hongrie, il y a peu d'études approfondies qui soient accessibles aux lecteurs français ou occidentaux. On citera les plus significatives par la suite. Voir toutefois le livre collectif tout récent publié sous la direction de Michael K. SILBER, *Jews in the Hungarian Economy, 1760-1945*, Jérusalem, The Hebrew University and the Magnes Press, 1992 et la vue d'ensemble de Rolph FISCHER, *Entwicklungsstufen des Antisemitismus in Ungarn, 1867-1939. Die Zerstörung der magyarisch-jüdischen Symbiose*, Munich, Oldenburg, 1988. Pour une bibliographie et une documentation sur toutes ces questions, on recommandera le livre posthume, à tous égards remarquable, de László GONDA, *A magyar zsidóság története-Histoire des Juifs de Hongrie*, Budapest, Századvég, 1992. Grâce à l'abondant appareil critique qui accompagne ce texte revu par plusieurs spécialistes (la contribution de Gyula ZEKE méritant une appréciation particulière), ce volume très maniable servira désormais de véritable initiation encyclopédique à toutes les recherches en ce domaine.

AUJOURD'HUI

des domaines en même temps qu'ils fournissent les villages en biens industriels. L'entente des deux parties repose donc dès l'abord sur des intérêts économiques. Au XIX^e siècle, cette entente se confirme. La conjoncture agricole favorable créée par les guerres napoléoniennes ainsi que le développement de la production qui s'ensuit, permettent la formation d'importants capitaux d'origine commerciale prêts à s'investir dans des manufactures, dans l'industrie alimentaire (moulins), dans la construction immobilière urbaine et dans les transports (canaux, chemins de fer, bateaux à vapeur). Les détenteurs de ces capitaux, dont une majorité de Juifs, joueront un rôle d'autant plus grand dans la modernisation économique qu'ils n'ont guère de concurrents. La noblesse répugne à se convertir dans des occupations considérées comme incompatibles avec son statut et son mode de vie. Ses capitaux sont d'ailleurs généralement immobilisés dans ses propriétés. L'artisanat reste entravé dans le système corporatif des guildes. Parmi les négociants de vieille bourgeoisie subsistent quelques patriciens (surtout allemands, mais aussi serbes, roumains ou arméniens) qui disposent de surplus thésaurisés, mais leurs pratiques traditionnelles, tournées vers le maintien de leur statut et de leurs acquis plutôt qu'à la maximisation des gains dans des entreprises à risque capitaliste élevé, les relèguent peu à peu dans des positions économiques secondaires. La noblesse libérale, faute d'alternatives (après que ses chefs auront échoué dans leurs vaines exhortations pour pousser leurs pairs à « l'embourgeoisement »), accepte que les Juifs prennent une part grandissante dans les tâches (et les bénéfices) de la modernisation économique.

Le volet politique n'est pas moins capital à cette entente. La Hongrie ancienne est une société fragmentée sur le plan ethnique et confessionnel. Les Magyars, dont le gros de la noblesse historique est issu, sont en effet minoritaires dans le pays (à concurrence de 40 %, environ, au début du XIX^e siècle) face aux populations slaves, aux Roumains et aux Allemands. Par ailleurs, c'est le seul pays d'Europe centrale où la Contre-Réforme n'ait pas réussi à éliminer le protestantisme. Les protestants, eux aussi minoritaires, n'en restent pas moins nombreux dans la noblesse moyenne, porteuse des idées indépendantistes. Cette noblesse dont les principales têtes pensantes épousent une forme — anglaise ou jacobine — du libéralisme à l'époque de la Sainte-Alliance, trouve très tôt des partenaires dans les milieux juifs qui affluent dans les centres urbains en formation. Le fondement de ce partenariat est un véritable contrat social. Aux Juifs, on offre, à terme, l'égalité juridique, la protection contre toute menace antisémite et la liberté d'entreprendre (sévèrement limitée par la législation sur les corporations). En échange, on exige d'eux leur « magyarisation » culturelle et leur soutien à la cause nationale².

La noblesse libérale n'a jamais renié ses engagements. Dès 1840, une loi garantit la liberté d'établissement, de migration et d'entreprise. Avant sa chute, l'assemblée révolutionnaire vote en 1849 l'émancipation civile (la pre-

2. Sur les débats des assemblées nationales (de la noblesse) pendant le Vormärz, portant notamment sur le statut à donner aux Juifs, voir Károly KECSKEMETI, *La Hongrie et le réformisme libéral. Problèmes politiques et sociaux, 1790-1848*, Rome, Il centro di ricerca, 1989, surtout le chapitre 6, pp. 172-196.

mière loi de ce genre dans cette partie de l'Europe) en reconnaissance des sacrifices que les « compatriotes de foi mosaïque » ont consentis dans le combat pour l'indépendance. Après l'absolutisme, l'émancipation sera effective en 1867 : c'est un des premiers actes législatifs du gouvernement libéral-nationaliste arrivant aux affaires après le compromis avec l'Autriche. Dès 1895, la religion israélite entre dans le cercle étroit des cultes « reçus », c'est-à-dire protégés par l'État au même titre que les grandes confessions chrétiennes. Aux troubles antisémites déclenchés dans quelques villes au début de la révolution de 1848 ou aux tentatives de pogroms préparées dans le sillage du fameux procès de Tiszaeszlár (1882-1883), le gouvernement fait donner la troupe. Les prévenus de Tiszaeszlár, accusés de meurtre rituel, sont d'ailleurs tous acquittés. Avec le régime libéral, les institutions et les carrières publiques s'ouvrent et la discrimination sociale antijuive tend à s'atténuer. Vers 1910, les Juifs (moins de 6 % de la population) sont statistiquement sur-représentés dans beaucoup d'échelons de la fonction publique et au Parlement. Ils sont majoritaires dans le barreau et dans le corps médical et ils occupent deux cinquièmes des bancs des universités. Les convertis parviennent à des postes ministériels et s'intègrent au haut commandement de l'armée. Le portefeuille de la justice des derniers cabinets de guerre sera confié par le roi à un politicien juif non converti (grande innovation, qui n'aura d'ailleurs pas de suite)³.

On remarquera que, sous ce rapport, le régime libéral peut être comparé avec la Troisième République française, à la différence décisive près que, en France, le poids économique, intellectuel, politique, etc., des Juifs demeurait somme toute modeste. Ils ne pouvaient former, en raison de leurs effectifs insignifiants sur le plan démographique — nonobstant les insinuations contraires des antisémites — qu'une force d'appoint de l'establishment républicain et des milieux portés à la laïcité. En Hongrie, il n'y a pas de champ d'affirmation de la modernité où les Juifs n'aient pas exercé une fonction importante, parfois prépondérante. Leur réussite socio-professionnelle exemplaire et leur montée spectaculaire dans l'échelle des groupes de statut allogène (pour devenir de véritables « Magyars de foi mosaïque », le mot « Juif » étant banni du vocabulaire officiel après la loi sur la « réception »), grâce à leur magyarisation culturelle et identitaire, leur préparent néanmoins un sombre avenir. Les Juifs adoptent la langue de l'État, au point de devenir au début du xx^e siècle une communauté religieuse par excellence hungarophone (bien davantage que les catholiques ou les luthériens) et se font les avocats de plus en plus influents des grandes causes du libéralisme nationaliste (comme la sécularisation, l'extension du suffrage, l'assimilation forcée des minorités), mais ils apparaissent de plus en plus devant les laissés-pour-compte de la modernisation (dont une fraction croissante de la *gentry* terrienne, ruinée) comme « une classe dirigeante alternative d'intrus ». Si l'antisémitisme politique des années 1880 fait long feu devant le barrage

3. Nous avons tenté avec István KEMENY de brosser un tableau d'ensemble sur la mobilité sociale spectaculaire de larges secteurs de la population juive à l'époque libérale dans notre article, « Les Juifs dans la structure des classes en Hongrie. Essai sur les antécédents historiques des crises d'antisémitisme du xx^e siècle », *Actes de la Recherche en Sciences sociales*, n° 22, juin 1978, pp. 25-59.

AUJOURD'HUI

gouvernemental, un Parti populiste catholique entre en scène dès 1895 avec un programme conservateur, « agrarien » et implicitement antijuif. Ses slogans seront véhiculés par une Église sur la défensive et toucheront une grande partie de la petite bourgeoisie et des classes moyennes urbaines.

Mais c'est l'interprétation antijuive du désastre de Trianon qui fournira l'arme idéologique forçant le passage du régime libéral réputé « pro-juif » (et désormais honni comme tel) à l'antisémitisme officiel. Il s'agit d'une représentation caricaturale de la Grande Guerre (dont les Juifs n'auraient été que les « profiteurs »), de la défaite (qui aurait résulté du « coup de couteau dans le dos » infligé par les Juifs révolutionnaires ou pacifistes), des révolutions de 1918-1919 (fomentées surtout par des conspirateurs « judéo-bolcheviques »), et du démembrement de l'État historique (dont la faute revient, certes à Clémenceau, mais avec lui à « l'internationale judéo-maçonnique »). Ces images d'Épinal surchargées serviront de références aux mouvements antisémites qui n'auront de cesse de s'amplifier jusqu'au génocide. Elles s'exprimeront sous deux formes. Les carences du régime libéral, le « défaitisme » des premiers révolutionnaires et les crimes bolcheviques — tous dénoncés comme le fait des Juifs — apporteront des justifications aux pogroms organisés pendant la Terreur blanche, à la violence antisémite dans l'université et à l'activisme « spontané » croissant des groupuscules et partis d'abord proto-fascistes, puis proprement nazis. Ce sont ces derniers qui s'emparent de l'État, sous la houlette des Allemands, le 15 octobre 1944. Mais parallèlement, s'inaugure une politique officielle plus modérée, le « cours chrétien ». Malgré sa retenue (toute relative), cette politique a pour objectif de revenir sur l'assimilation et de bloquer la mobilité sociale des Juifs au moyen d'une législation restrictive et discriminatoire (débutant avec le *numerus clausus* universitaire dès 1920 et s'achevant sur les lois scélérates racistes de 1938-1943)⁴.

Cette dualité du dispositif antisémite — l'extrême droite, elle, s'est toujours opposée avec violence aux gouvernements en place et aux libéraux, sociaux-démocrates et autres « vendus aux Juifs » — contribue à entretenir l'ambiguïté sur l'antisémitisme de l'entre-deux-guerres. Cette politique est hésitante. Le gouvernement dit de consolidation (1921-1931) affiche en la matière une neutralité plutôt favorable aux Juifs. Mais c'est de moins en moins vrai pour les gouvernements ultérieurs même si les mesures discriminatoires légales peuvent passer pour un « moindre mal », une position de repli, d'attente, voire de protection déguisée, sciemment adoptée par les autorités. De toutes façons, de larges secteurs de l'opinion refusent de les cautionner. Dans le camp hétéroclite hostile à la politique antisémite se

4. Sur le tournant politique des années 1920 et le développement conduisant à la mise en place du dispositif législatif antisémite (notamment aux trois grandes « lois juives » de 1938-1941), voir le livre de Nathaniel KATZBURG, *Hungary and the Jews, Policy and Legislation, 1920-1943*, Ramat-Gan, Bar Ilan University Press, 1981. Pour les effets concrets du *numerus clausus* sur les stratégies scolaires et de mobilité sociale des générations montantes on peut consulter notre travail avec István KEMENY, « Antisémitisme universitaire et concurrence de classe : la loi du *numerus clausus* en Hongrie entre les deux guerres », *Actes de la Recherche en Sciences sociales*, 34, septembre 1980, pp. 67-96. Sur la situation prévalant à la veille de la Shoah, voir mon étude « Les Juifs de Hongrie sous les lois antisémites. Étude d'une conjoncture sociologique, 1938-1943 », *Actes de la Recherche en Sciences sociales*, 56, mars 1985, pp. 3-30.

côtoient pêle-mêle de grands intellectuels antifascistes (tels Bartok, Kodály, le prix Nobel Szentgyörgyi et d'autres, tous signataires d'une pétition retentissante condamnant la première loi antisémite), l'opposition parlementaire de centre et de gauche, les monarchistes-légitimistes (y compris des membres de la haute aristocratie), les syndicats ouvriers (d'encadrement social-démocrate), des protestants libéraux et des chrétiens-sociaux (avec quelques évêques calvinistes et catholiques), divers mouvements anticléricaux ou laïques, voire des éléments de l'establishment gouvernemental ou de l'intelligentsia nationaliste-populiste qui englobent la condamnation de l'antisémitisme dans leur dénonciation de l'alignement sur l'Allemagne nazie.

De fait, parallèlement à la montée du fascisme, on observe une croissance régulière de la proportion des mariages mixtes (qui atteignent leur fréquence maximale dans l'année de leur interdiction en 1941)⁵. Les restrictions d'activité économique et autres, imposées aux Juifs, sont assez largement déjouées, souvent avec la complicité de l'administration, même pendant l'occupation allemande. A l'intérieur des frontières, il n'y a ni pogroms spontanés ni atrocités antijuives avant les déportations. L'ambiguïté de la situation jusqu'au génocide s'exprime dans le fait que les deux membres des cabinets de guerre qui ont le plus efficacement œuvré pour alléger le fardeau pesant sur les Juifs se trouvaient être le ministre de l'Intérieur et l'un des derniers ministres des Armées : ils seront déportés par les nazis.

Contrairement à ce qui s'est passé dans tous les autres pays adhérant à l'alliance allemande, à l'exception de la Bulgarie, le double jeu est resté ici la règle, même dans l'antisémitisme officiel. Le sens que les Juifs survivants ont donné à l'héritage de l'ancien régime ne pouvait donc pas échapper à une certaine ambiguïté.

Le socialisme première manière. Vers un pouvoir juif ?

Avec l'effondrement de l'État fasciste, accompagné par d'épouvantables atrocités et destructions, c'est l'extrémisme antisémite qui se trouve placé au banc des accusés. Le nouveau régime provisoire, issu d'élections libres (qui en principe n'assurent aux « partis ouvriers » qu'une minorité de blocage contre les petits propriétaires centristes et majoritaires), tente tant bien que mal de donner satisfaction aux Juifs survivants : quelque 190 000 au total, sortant du ghetto ou des cachettes à Budapest, ou revenant des camps, contre 400 000 avant la guerre⁶.

L'abolition des mesures discriminatoires (même si on « oublie » dans la

5. Cf. mon étude « Vers une théorie sociologique des mariages inter-confessionnels. Le cas de la nuptialité hongroise sous l'Ancien Régime », *Actes de la Recherche en Sciences sociales*, 57-58, juin 1985, pp. 47-68 (surtout pp. 57 et 62).

6. Sur les détails de la Shoah et ses conséquences en Hongrie, il faut consulter le livre monumental de Randolph L. BRAHAM, *The Politics of Genocide. The Holocaust in Hungary*, vols I-II, New York, Columbia University Press, 1981. L'interprétation qu'en a donnée un grand témoin contemporain, le politologue István BIBÓ, est depuis peu de temps disponible en français : « La question juive en Hongrie après 1945 », dans István BIBÓ, *Misère : les petits États de l'Europe de l'Est*, Paris, L'Harmattan, 1986.

AUJOURD'HUI

réforme agraire de 1945 les Juifs encore « retenus »), la condamnation des principaux criminels « croix fléchées » (sauf les « petits nazis », transfuges tacitement bienvenus pour gonfler les rangs du Parti communiste) et l'épuration sélective de l'administration sont censées assurer une transition honorable. La coalition gouvernementale, glissant, avec les années, vers la domination communiste, respecte une sorte d'accord moral dans la « question juive ». Si les grands gestes manquent, pour, sans doute, ne pas aliéner les nouvelles clientèles mal dégagées des effets de la propagande fasciste (et il n'est guère question de réparations matérielles, même pour les biens spoliés — « faute de moyens »), les dirigeants centristes et sociaux-démocrates font de louables efforts symboliques. Leur presse traite avec une réelle sympathie les affaires concernant les Juifs. Le génocide est objet de très nombreuses publications sans fard ni censure. Les sionistes sont reconnus comme des interlocuteurs d'autant plus privilégiés qu'ils pratiquent souvent sans entraves la double appartenance.

La position du Parti communiste est toutefois dès l'abord assez singulière. Mouvement insignifiant, sorti de la clandestinité avec quelques centaines d'activistes (dont tous n'étaient d'ailleurs même pas dans l'obéissance moscovite), il est en quête d'une base sociale élargie. Ses dirigeants, pour la plupart rentrés au pays dans les fourgons de l'Armée rouge, ne sont pas regardants sur les méthodes servant leur objectif de popularité à tout prix. S'ils protègent les « petits nazis » (des « prolétaires induits en erreur ») ainsi que les hauts cadres techniques politiquement compromis, ils vont, dans un premier temps, jusqu'à prôner l'entente locale avec l'Église catholique, leur ennemi juré, pour « ratisser large » mais aussi pour démentir une image publique exécrationnelle : celle-ci est le résultat combiné des souvenirs laissés par la Commune de 1919, d'une propagande antibolchevique pluri-décennale et des ravages dus aux « troupes de libération », les protectrices officielles du PC. On peut discerner au moins cinq éléments hétéroclites associés dans le discours communiste touchant aux Juifs : la revendication de l'exclusivité de l'antifascisme conséquent (faisant l'impasse sur le pacte Molotov-Ribentrop autant que sur l'absence d'intérêt du parti orthodoxe clandestin à sauver des Juifs *per se* — à l'inverse des groupes communistes hétérodoxes), le refus de reconnaître la spécificité des souffrances infligées aux Juifs sous l'ancien régime (« tout le peuple travailleur a souffert »), la lutte générale contre les « particularismes », tel le communautarisme juif ou le sionisme (« qui ne sauraient que diviser la classe ouvrière »), une agitation « antibourgeoise » sous forme de dénonciation des « profiteurs du marché noir », des « fauteurs d'inflation » ou, dans un registre plus classique, des « nantis » en tous genres, enfin, un appel du pied lancé aux « antifascistes naturels » que sont les « victimes du fascisme » de rejoindre leurs rangs. S'il faut rappeler ces détails, c'est qu'ils continueront, sous diverses variantes, à peser sur la politique du Parti à l'égard des Juifs pendant toute la période stalinienne.

Les communistes interviennent dès l'immédiat après-guerre pour soutenir une agitation antijuive qui osait rarement s'avouer et restait camouflée sous les mouvements dirigés contre les « parasites » ou les « profiteurs » de ces temps de pénurie généralisée. Ceci permettait de laver le Parti du soupçon d'antisémitisme. De fait, l'année 1946 est marquée d'une série de petits

pogroms « spontanés » en province où des membres locaux du Parti avec leurs mots d'ordre « antibourgeois » jouent un rôle avéré⁷. Il ne s'agit manifestement pas d'une politique antisémite délibérée. Les communistes investissent plutôt une disposition antisémite nouvelle, née du retour des survivants. Cette disposition repose sur deux éléments liés aux nouvelles conditions de la gestion des relations judéo-chrétiennes.

D'abord, les horreurs du génocide suscitent bien des examens de conscience déchirants dans différents milieux jadis obnubilés par le mirage allemand (et par les retombées profitables de la « déjudaisation »). Mais d'autres — peut-être moins coupables de complicités ou de complaisances fascistes (tels de larges secteurs de la paysannerie) — voient dans le retour d'une partie des Juifs et dans leur dynamisme économique une sorte de scandale. De près ou de loin, d'importantes fractions de la société hongroise ont tiré bénéfice des lois antisémites (qui ont mis hors jeu les principaux concurrents de la bourgeoisie commerçante et industrielle ainsi que des professions libérales chrétiennes), des déportations ou de la ghettoïsation (qui ont libéré des appartements et des « biens juifs », devenus souvent l'objet d'une « redistribution sauvage »). Le partage même passif ou candide des profits du crime porte à la honte ou... à la haine des victimes. Les sacrifiés de la veille, obligeamment entourés de regrets, prennent le lendemain la figure d'affreux intrus, revenus pour demander des comptes.

De plus, ces survivants des massacres récents — toujours commis ou applaudis par « d'autres » —, ont été dépouillés de tout, mais ils ne sont plus, loin de là, aussi impuissants qu'auparavant (et comme cela, assurément, conviendrait à d'innocentes victimes...). Non seulement les pouvoirs en place (les tribunaux, la police) ne se montrent pas défavorables à leur cause, mais ce sont souvent ces mêmes survivants qui investissent sans complexe les instances du pouvoir. Pareil « changement de garde » avait de quoi choquer plus d'une bonne âme habituée à l'infériorité de la condition faite aux Juifs. D'où une vision antisémite de « ceux d'en haut » qui, avec le temps, gagne d'autant plus en vraisemblance, que la démocratie consensuelle cède le pas au pouvoir absolu des communistes dès 1948, lesquels installent leur régime de terreur à la mode soviétique : il était commode d'identifier ce système politique — à tout point « étranger » —, à l'œuvre des Juifs, dont le caractère allogène, « étranger à l'esprit national », avait été suffisamment établi par le discours antisémite des décennies précédentes. La nouveauté de la situation réside cependant dans le fait que les dispositions antisémites n'ont plus besoin de références au passé — celles-ci devenant d'ailleurs douteuses, du moins peu présentables depuis le génocide — pour acquérir une crédibi-

7. Sur l'ambiguïté de la politique communiste à l'égard des Juifs, on dispose d'une étude, précise George GARAI, *The Policy Towards the Jews. Zionism and Israel of the Hungarian Communist Party, 1945-1953*, London School of Economics and Political Science, 1979. Voir aussi mon essai : « Some Social Aspects of Jewish Assimilation in Socialist Hungary, 1945-1956 », dans *The Tragedy of Hungarian Jewry. Essays, Documents, Depositions*, cf. Randolph L. BRAHAM, Boulder, Social Science Monographs, 1986, pp. 73-131. Sur l'ensemble des questions touchant au rapport des communistes au problème des Juifs, voir l'essai de François FEJTO, *Les Juifs, l'antisémitisme et les pays communistes (entre l'intégration et la sécession)*, suivi de documents et de témoignages, Paris, Plon, 1960.

AUJOURD'HUI

lité, voire une légitimité, plus solides que jamais, même dans les milieux qui, auparavant, n'avaient pas trempé dans la passion antijuive.

On peut analyser cette image publique amplement répandue du pouvoir en tant que « règne juif » comme une projection pas entièrement fantasmagorique de la vérité partielle de l'époque stalinienne. C'est une rationalisation des ressentiments éprouvés par le plus grand nombre à l'égard d'une *nomenklatura* commandée de Moscou, rationalisation qui — pour conserver sa cohérence idéologique — gommait tous les aspects contradictoires de la « politique juive » poursuivie par le régime. Il importe de faire la part du vrai et du faux dans cette représentation.

D'un côté, on constate la présence ostentatoire de Juifs dans les échelons supérieurs de l'appareil, à commencer par le fameux quatuor au sommet (dont le « grand guide du peuple », le « meilleur élève de Staline », au charisme institutionnellement cultivé), mais aussi parmi les cadres de la redoutable police politique ou les non moins redoutés secrétaires locaux du Parti des grandes villes (agents de la terreur au quotidien), à la direction de l'économie, dans une magistrature dont les pouvoirs sont extensibles, etc. Les raisons de cette ruée des Juifs vers les postes de pouvoir sont aussi évidentes que multiples. Pour beaucoup de jeunes rescapés des camps de la mort, le service de l'État, surtout dans ses forces armées, apporte un surcroît d'assurances contre l'antisémitisme, sans parler des chances de revanche. Pour leurs aînés, l'adhésion au communisme garantit les carrières dont le régime défunt les avait arbitrairement privés. Certains d'entre eux avaient d'ailleurs accumulé tout un « capital politique » d'opposants naturels de l'ancien régime, désormais convertible en positions convoitées. Tous étaient sensibles à la mystique communiste (qui faisait miroiter le rêve d'une société égalitaire ignorant la discrimination) et prêts à accorder le bénéfice du doute à son ébauche stalinienne quelque peu imparfaite, auréolée du prestige des « libérateurs ». Pareil « communisme sentimental » l'a souvent emporté chez beaucoup, dans une espèce de fausse conscience obsessionnelle, en dépit même d'expériences amères n'autorisant guère la confiance aveugle dans pareils « lendemains qui chantent ». En outre, vu la grande pénurie de personnel dirigeant fiable au début du nouveau régime, les Juifs survivants constituaient le principal réservoir de sélection de la *nomenklatura*. Leur antifascisme à toute épreuve était un gage. Leurs compétences collectives historiquement constituées (comme gestionnaires d'entreprises, gérants de presse, négociateurs politiques, etc.), les surclassaient une fois encore face à leurs concurrents du jour, les « cadres de souche populaire ».

Pourtant, en dehors de ces places dans l'appareil, la politique du Parti n'offrait rien de favorable aux Juifs comme groupe marqué par une structure socio-professionnelle particulière, ni même comme communauté de culte ou comme collectivité identitaire au destin historique commun.

Un mouvement séculaire d'ascension sociale, surtout dans les grandes villes d'une part, la tragique sélection par le sang opérée par la *Shoah* d'autre part, ont combiné leurs effets : les Juifs survivants forment un groupe encore plus « bourgeois » ou plus élitiste que jamais. Une bonne partie des survivants se trouve dès l'abord condamnée au déclassement dans le régime communiste. Les grandes entreprises sont expropriées dès 1946, et le tour

des petites viendra en 1949 et 1950. Le petit commerce, l'artisanat, les professions libérales exercés à titre privé sont également visés par diverses formes de collectivisation forcée. Après les propriétés terriennes, on étatisé les immeubles de rapport et jusqu'aux villas et maisons familiales. Vers 1950, des mesures d'assignation à résidence dans des villages ou des campagnes insalubres frappent bien des locataires de grands appartements urbains sous prétexte de « libérer » leurs domiciles. Un grand nombre d'anciens cadres et hauts fonctionnaires, considérés comme « ennemis de classe », sont privés de leur retraite, réduits à la misère. Ce dispositif draconien s'accompagne d'une violente propagande « antibourgeoise ». L'esprit d'entreprise (visant « l'exploitation »), le sens de l'économie (« typique des classes d'accapareurs »), etc., sont dénoncés comme les tares des individus « fidèles à l'ancien régime ». Si ces actions ne visent pas nommément les Juifs, il y a parmi les victimes une telle sur-représentation des anciens des camps et du ghetto de Budapest qu'elles provoquent maints déchirements familiaux : les fils sont souvent les ordonnateurs ou les exécutants des mesures infligées aux aînés d'une même famille. La stigmatisation hystérique de la « bourgeoisie », de l'esprit bourgeois, voire de « l'origine bourgeoise » — qui touche bien des jeunes cadres juifs de l'appareil — produit un nouveau genre d'exigence de compensation : ces cadres s'investissent d'autant plus résolument dans leurs tâches, pour cumuler le maximum de « capital politique », qu'ils sont vulnérables en raison de leurs origines sociales... En tout cas, si l'on tient compte de la masse de Juifs déclassés, économiquement ruinés ou persécutés en tant qu'« ennemis de classe », on trouve en Hongrie peut-être davantage de victimes que de bénéficiaires juifs du communisme.

Le tableau est loin d'être plus brillant quand on considère le sort réservé aux Juifs en tant que communauté définie par son identité. Certes, les pratiques antisémites — à l'ancienne — ne sont plus tolérées. Mais des censeurs zélés pourchassent dans la vie publique toute trace de « comportement cosmopolite » (sous-entendu « juif »). La liberté des cultes et des croyances, solennellement garantie pour la constitution, n'empêche pas l'unification forcée des trois organisations communautaires israélites (jadis autonomes), l'imposition d'entraves — équivalent à l'interdiction — à l'enseignement de l'hébreu en dehors du séminaire rabbinique officiel, la surveillance pointilleuse des officiers de culte et le noyautage de la direction de la communauté par les agents de la sécurité de l'État. Plus grave encore, les années 1948-1949 coïncident avec le tournant « antisioniste » de la politique soviétique. Ceux parmi les anciens cadres des mouvements sionistes qui, faute d'avoir émigré, ne s'étaient pas recasés à temps dans l'appareil communiste, et persistaient dans leur choix, s'exposent désormais à une répression sauvage. Si le grand procès des sionistes n'a finalement pas été monté en Hongrie et si les victimes de cette politique se comptent seulement en dizaines, c'est que le procès Rajk occupe le devant de la scène. Toutefois, on prévoit à Budapest aussi une copie conforme de la meurtrière procédure engagée à Leningrad contre « les criminels en blouse blanche » (tous Juifs) et l'on opère les arrestations afférentes. Pourtant, tout compte fait, on n'assiste pas en Hongrie à des campagnes antisémites ouvertes, officiellement cautionnées et d'envergure comparable à celles qui ont cours dans certains autres

AUJOURD'HUI

pays du bloc, notamment en Tchécoslovaquie ou en Pologne. La raison s'en trouve peut-être dans l'implication par trop directe des principaux dirigeants dans ce genre d'entreprise.

Il ne s'agit certes pas de la manifestation d'une quelconque « sensibilité juive » chez ces *apparatchiks* pour la plupart déjudaïsés de longue date. Ceux qui ne le sont pas encore s'imposent la règle d'une neutralité ou d'une distance absolue en la matière et largement affichée. On n'informe pas les enfants de leurs origines juives, de même que, dans les manuels scolaires, le thème du génocide est subsumé sous l'histoire générique des « agissements fascistes » dont les victimes auraient été pour l'essentiel des « antifascistes »⁸. Dans la vie publique, le fait juif est frappé d'un véritable tabou. Selon une bibliographie récente⁹, si l'on compte plus de 300 publications annuelles sur la *Shoah* entre 1945 et 1947, ce nombre descend à moins de 5 pour 1949-1955. Pour les cadres juifs, leurs fonctions impliquent le redoublement des pressions assimilationnistes. L'entrée en communisme se paie au prix du refoulement complet de l'identité héritée, comme de tout autre genre d'appartenance « particulariste ». Cela n'a dû poser quelques cas de conscience qu'en bas de l'échelle. En haut, le problème s'inscrit plutôt dans la manipulation politique d'une identité niée. L'anecdote (probablement fautive)¹⁰ veut que le chef du parti ait fait réviser sa bibliographie pour se forger une ascendance dans la *gentry* au lieu d'avouer ses origines juives et petites-bourgeoises. La politique officielle devait simultanément prendre en compte la ligne moscovite (qui faisait ranger les sionistes parmi les pires « suppôts de l'impérialisme »), faire du zèle en ce domaine pour écarter à Moscou tout soupçon de partialité et, incidemment, infirmer l'image publique par trop « juive » du régime, sans « en rajouter » cependant, sous peine d'aliéner certains des plus fidèles alliés et complices dans l'appareil. Le résultat de cet exercice périlleux s'inscrira dans un compromis, destiné à minimiser l'enjeu. L'hystérie antisioniste s'exprime en Hongrie davantage dans les slogans passe-partout que dans la répression (qui se limite à l'internement de quelques têtes de liste figurant sur les registres de la police, ainsi que d'un petit nombre d'autres dénoncés ou arrêtés au hasard pour avoir été liés à la légation israélienne ou avoir appris l'hébreu à titre privé...). Il est vrai que même le fameux procès Rajk — dont trois des principales victimes sont d'origine juive — a des résonances antisionistes. Pourtant, l'élimination de l'ancien ministre de l'Intérieur et des Affaires étrangères ainsi que de ses compagnons marque plutôt le triomphe du groupe de dirigeants revenus de l'émigration et dominé par des hauts cadres juifs. De même, si la promotion préférentielle des « cadres de souche populaire » a ressemblé vers 1949-1950 à une purge de leurs pairs « d'origine bourgeoise » (sous-entendu « juifs »),

8. Voir à ce propos les incisifs extraits d'entretiens avec des jeunes gens d'origine juive grandis sous le régime communiste, Ferenc EROS, András KOVACS, Katalin LEVAI, « Comment j'en suis arrivé à apprendre que je suis Juif ? », *Actes de la Recherche en Sciences sociales*, 56, mars 1985, pp. 63-68.

9. Cf. Randolph L. BRAHAM, *The Hungarian Jewish Catastrophy. A Selected and Annotated Bibliography*, Second Edition Revised and Enlarged, New York, Columbia University Press, 1984.

10. Évoquée par François FEJTO, *op. cit.*, p. 94.

bien peu parmi ces derniers ont été de ce fait effectivement limogés, sauf à être accusés — à l'instar d'autres — de « déviationnisme petit-bourgeois » ou de « crimes » de même genre.

1956 ou une révolution sans bavure

On voit que le bilan de l'époque stalinienne s'avère aussi extrêmement ambigu et contradictoire. Dans la phase ascendante du régime, l'adhésion de la majorité des Juifs survivants lui a été probablement acquise. Chez beaucoup, cette adhésion se faisait dans un registre sceptique ou ironique, toujours comme « un moindre mal » et pas nécessairement dans une cécité enthousiaste comme c'était le cas parmi bien des jeunes (qui n'avaient connu de l'ancien régime que sa dernière phase oppressive). Les cartes se brouillent cependant bientôt, avec le dégel de 1953 où se révèle au grand jour (en Hongrie c'est le fameux « Programme de Juin » très « révisionniste » d'Imre Nagy) l'ampleur de l'oppression et de la gabegie économique du stalinisme. A mesure que leurs pairs, parents ou amis — souvent disparus pendant des années et dont on était resté sans nouvelles — reviennent des camps d'internement, de leurs résidences forcées ou des cachots de la police politique, bien des Juifs, cadres ou non, se considèrent dégagés de leurs engagements. Bafoués dans leurs convictions les plus profondes, ils reprennent leur liberté de choix et d'action. Beaucoup se tournent vers l'alternative apparemment réalisable du « socialisme démocratique ». Grâce à leurs positions souvent élevées dans la hiérarchie, grâce à leur influence dans la presse et dans les organes de l'intelligentsia créatrice (notamment la prestigieuse Union des écrivains), ils fournissent bientôt le noyau le plus agissant de l'opposition intérieure dans le Parti.

Dans leur combat pour « un socialisme à visage humain », ils ne sont évidemment pas seuls. Des cadres d'autres origines et des intellectuels hors parti les rejoignent. Leurs articles et manifestes qui commencent à être publiés avec le relâchement de la censure s'arrachent et accroissent leur influence. A la rentrée de 1956, toute une jeunesse universitaire se mobilise pour les suivre. Ainsi se prépare le grand ébranlement du régime communiste dans un combat de front (populaire) commun lors des journées d'octobre-novembre 1956. Cette révolution est un grand moment de symbiose judéo-hongroise. Cette symbiose fut aussi intense qu'elle le fut lors de la guerre d'Indépendance de 1848-1849 au siècle du libéralisme, même si le sens vécu des événements par ses protagonistes ou participants juifs et non juifs a été différent : personne n'évoque ni dans la presse révolutionnaire, ni à la radio, ni même dans l'opinion publique enfin débarrassée de la censure, une quelconque division de sentiments entre Juifs et non-Juifs. Pour la première fois dans l'histoire contemporaine de la Hongrie, tout se passe comme si la « question juive » était définitivement dépassée. Pour la majorité de l'opinion, la grande brisure de l'après-guerre semble avoir pris fin.

La situation n'est pourtant ni aussi simple ni aussi rose. Rares sont les manifestations d'antisémitisme qui parviennent à un minimum de publicité pendant les journées révolutionnaires. Les auteurs du Livre Blanc kadariste,

AUJOURD'HUI

reflétant le point de vue officiel après la répression, s'y sont beaucoup employés mais n'ont trouvé qu'un total de 11 (!) parmi les milliers d'actions individuelles et collectives qui marquent l'effondrement du pouvoir stalinien et la douzaine de jours de vacance effective de pouvoir. La plupart de ces manifestations ont d'ailleurs eu lieu dans les régions orientales du pays, les moins développées, là où la population juive reste éparsée. Une partie de celle-ci a cru bon de se replier à Budapest. Toutefois, des manifestations antijuives n'étaient pas nécessaires pour qu'une fraction de l'opinion juive vive la révolution dans la crainte. Il suffisait d'une de ces inscriptions vengeresses qui fleurissaient en 1956 sur les murs de Budapest où de mauvais plaisants évoquaient « l'heure de la vengeance », d'un mot déplacé d'un voisin mal intentionné, d'une rumeur sans fondements sur « l'enregistrement des Juifs », d'une croix gammée tracée sur une porte par quelques nazillons nostalgiques, etc., pour rappeler le spectre de 1944 encore tout récent dans les mémoires. Les cadres juifs compromis — surtout s'ils avaient exercé dans la police politique abhorrée — pouvaient à coup sûr redouter la colère populaire. Pour les autres, surtout pour les retraités et les inactifs (très nombreux dans cet agrégat sorti excessivement vieilli de l'épreuve du génocide), l'anarchie révolutionnaire, le pouvoir de la rue, la brutale disparition du « régime libérateur », représentaient autant d'objets d'appréhension¹¹.

Les reclassements après la révolution de 1956

La révolution opère donc un reclassement substantiel mais aussi une nouvelle division de l'opinion à la fois chez les Juifs et les non-Juifs.

De grands intellectuels juifs, victimes de la répression ou contraints à l'émigration, continuent à garder vivant l'esprit du front commun qui représente l'essentiel de la mouvance idéologique de 1956 et de l'opposition qui s'organisera contre le régime de Kadar. L'émigration revêtra une importance plus grande que jamais en raison de son caractère massif. Les Juifs y sont manifestement sur-représentés. Ils fuient les formes diversement camouflées d'antisémitisme de l'État stalinien — surtout l'antisionisme et l'intolérance « antibourgeoise » du régime —, mais aussi les ressentiments antisémites populaires que l'association du communisme avec les Juifs a subrepticement légitimés. Ils fuient enfin la répression contre-révolutionnaire, vu le rôle prééminent joué par d'anciens cadres juifs dans le soulèvement. Mais, par ailleurs, bien des anciens cadres retrouvent leurs positions d'antan dans l'État kadariste réorganisé et réformé. D'autres, sans même partager le choix de ces derniers, n'en accueillent pas moins avec soulagement le retour à la loi et à l'ordre communistes. Face à l'inconnu, c'est un « moindre mal » déjà dûment exploré. Une anecdote (véridique) exprime par l'absurde la prégnance de cet état d'esprit. Un ancien professeur d'hébreu, qui a passé des années en prison pour avoir simplement exercé son

11. Cf. György LITVAN, « Jewish Role in Hungarian Communism, Anti-Stalinism and 1956 », dans Király Béla *Emlékkönyv-A la mémoire de Béla Király*, Budapest, Századvég, 1992, pp. 237-242. Voir aussi notre étude avec Stephan VÁRI, « Une révolution sans bavures », *Les nouveaux cahiers*, 87, hiver 1986-1987, pp. 4-14.

métier au début des années 1950, déclare à la suite de l'entrée des chars soviétiques dans la capitale : « C'est la seconde fois que les Russes sauvent la vie des Juifs de Budapest ». D'autres encore, « partis » en Israël après la réouverture des possibilités légales d'*allya*, consigneront dans des interviews et des journaux leur admiration pour la « pureté » des événements révolutionnaires.

Mais les reclassements affectent aussi l'opinion non juive face au traitement de la « question juive » sous le communisme. Le front commun de 1956 du côté de l'opposition, l'expérience amère du stalinisme et du « règne juif » du côté du pouvoir, auront des effets lointains et profonds sur l'évolution de l'opinion publique.

Officiellement, le fait juif continue à être écarté du discours public. Pourtant, peu à peu, avec le passage des ans, les Juifs réintègrent — comme par miracle — la mémoire collective objectivée dans les belles lettres, dans les arts, voire, tardivement, dans l'historiographie officielle. Cette transformation est consécutive à la politisation de larges secteurs de la culture symbolique. Sur le plan politique, on dit que le chef du parti réformé reste insensible à « la question », à savoir, n'admet pas qu'on l'invoque à l'appui de décisions politiques. Le fait est qu'il n'y aura plus de Juifs de premier plan dans la direction du Parti ou de l'État (à une seule exception près, qui concerne, pendant une période, le portefeuille de la culture, longtemps occupé par un kadariste modéré d'origine juive). Pour le reste, les cadres juifs conservent des positions techniques parfois essentielles dans les centres de décision de l'administration. Leur présence demeure particulièrement visible dans la presse, surtout à la télévision, dans les échanges économiques internationaux, dans la gestion des industries de pointe, dans la production culturelle, dans certains domaines de la recherche scientifique. Toute proportion gardée et en accord avec une politique désormais incomparablement plus pragmatique que dans les années 1950, l'État préfère garder un « profil bas » en la matière. Aucune manifestation publique d'antisémitisme n'est tolérée, mais les cercles juifs (qu'il s'agisse de cercles d'études talmudiques, d'hébreu ou de simple sociabilité destinés à « être entre nous ») sont étroitement surveillés et le cas échéant réprimés. Si le sionisme est frappé d'une condamnation officielle, comme cela se doit, le régime n'empêche guère l'émigration en Israël et sera toujours le premier dans le bloc des pays de l'Est à faire des gestes à l'égard de l'État juif, puis à renouer progressivement des relations bilatérales dans les années 1980 (ne fut-ce que pour faire bonne impression aux bailleurs de fonds occidentaux...)¹².

Cette politique officielle prudente et équilibrée affecte pourtant assez peu la dérive des rapports qui lient l'agrégat juif au reste de la société hongroise. Une série de facteurs nouveaux interviennent dans ce domaine.

Moins puissants dans l'État kadariste, parfois même nommément désignés comme responsables du gâchis stalinien, souvent collectivement mis en minorité et en état de suspicion, les membres juifs de l'appareil tendent plus qu'auparavant à se défendre collectivement, soit en faisant bloc derrière

12. Pour une vue d'ensemble de la situation faite aux Juifs dans le régime post-stalinien, voir András KOVÁCS, « La question juive dans la Hongrie contemporaine », *Actes de la Recherche en Sciences sociales*, 56, mars 1985, pp. 45-57.

AUJOURD'HUI

telle option politique, personnalité ou institution, soit en se groupant en lobbies idéologico-professionnels dans certains champs d'activité spécifiques. Si pareille action collective parvient rarement à influencer les grandes décisions politiques, elle exerce parfois une fonction importante dans la stratification interne des domaines de la recherche, des secteurs économiques ou des instances de la production culturelle. Les cas les plus notoires d'oppositions de lobbies « juifs » et « non juifs » (qui sont souvent des désignations elles-mêmes plus emblématiques qu'empiriques opposant des groupes où des Juifs donnent le ton à d'autres où ils ne le donnent pas) concernent des domaines très éloignés du pouvoir, comme la politique du département de mathématiques appliquées de telle université, celle de telle école de pensée en sciences historiques et humaines, ou celle de telle branche de la recherche de l'Académie des Sciences. Ces luttes de lobbies, s'exprimant dans des registres intellectuels ou scientifiques ont toutefois un retentissement qui dépasse les cercles professionnels en raison des enjeux qu'elles mettent en œuvre. Si, généralement, les enjeux strictement professionnels (postes, crédits, facilités de recherche, accès aux publications officielles) sont prépondérants, les options pour ou contre les modèles occidentaux, les relations avec les instances étrangères dominantes, le caractère « moderne », d'avant- ou d'arrière-garde des choix représentés, interviennent également en force.

Or, il est plutôt la règle que les lobbies « juifs » militent pour « l'ouverture », pour les options « modernistes » ou « libérales » qui, surtout, portent généralement l'empreinte de l'influence occidentale. Dans la restratification du champ idéologique qu'autorise l'évolution du régime, le rapport décisif à l'Occident reprend de plus en plus sa valeur générique de « modèle de modernité » et, dans le contexte des années 1970 ou 1980, devient le principe même de l'hétérodoxie, face à l'orthodoxie communiste. Il faudrait évidemment une analyse plus détaillée pour situer « les lobbies juifs » à leur juste place dans ce cadre. Ils trouvent leur fondement sociologique dans les compétences et dispositions collectives qu'on attribue d'ordinaire aux fractions « juives » de la *nomenklatura* et des milieux intellectuels qui remontent, parfois de façon manifeste, à l'héritage de l'ancien régime. Parmi les nouveaux cadres, non seulement les Juifs appartiennent à des classes cultivées depuis plusieurs générations et hautement scolarisées (qui, notamment continuent à connaître ou à réapprendre les langues étrangères), mais encore, grâce à des mouvements migratoires massifs antérieurs ou postérieurs au génocide, ils disposent, bien davantage que les autres, d'alliés ou de parents désormais enracinés en Europe occidentale ou en Amérique. Qui plus est, à mesure que le carcan idéologique du régime se relâche, se fissure et se mue en une sorte de façade décorative qui cache de véritables mouvements d'embourgeoisement économique et de modernisation du mode de vie — une évolution fortement avancée dans les années 1980 —, tout le dispositif spirituel, moral et économique, qu'on avait taxé pendant la décennie stalinienne de « cosmopolite », se trouve réhabilité. Cette réhabilitation concerne, par implication, l'ancienne bourgeoisie et l'intelligentsia juives qui avaient jadis incarné ce dispositif en Hongrie. Ce sont donc les membres vieillissants ou leurs descendants plus jeunes qui composent ces « lobbies juifs » ainsi que d'autres instances formatrices d'opinion dans un régime en

déclin, en mal de modernisation. Cela veut dire, pratiquement, que grâce à leurs compétences et à des dispositions héritées ou reconstruites, beaucoup de cadres, intellectuels ou experts d'origine juive développent une propension particulière à la réforme du système, que ce soit dans l'aile réformatrice du Parti ou dans la dissidence.

Cette rapide analyse doit cependant être complétée. En raison de leur compétence d'experts d'une part, et du passage à la dissidence d'une fraction non négligeable de leurs pairs, et surtout de leurs cadets d'autre part, bien des cadres juifs de l'appareil connaissent un regain d'autorité.

La carrière typique des cadres juifs après 1956 n'est plus fondée sur leur seul « capital politique » aux dépens de leurs compétences d'expert (ce qui était la règle chez beaucoup de rescapés des camps, bien trop jeunes pour avoir pu acquérir un bagage intellectuel ou technique substantiel). Désormais, c'est la combinaison des deux qu'il faut investir pour réussir — ce qui est d'ailleurs explicitement proclamé dans le nouveau projet de société (qui insiste plus sur la méritocratie que sur l'égalitarisme socialiste) proposé par Kadar. Or, les cadres juifs sont en général mieux armés pour ce genre de reconversion vers l'expertise et l'excellence scientifique que leurs pairs d'origine populaire, en raison même de leur héritage culturel familial ou de leur niveau d'instruction formelle et informelle (où, une fois encore, la culture linguistique joue un grand rôle). En fonction de cette capacité de reconversion, de nouveaux reclassements s'opèrent dans les hiérarchies de l'appareil, et surtout dans les institutions scientifiques, les médias, etc.). Un grand nombre de ces cadres juifs acquièrent de la sorte une autorité professionnelle authentique. Cela leur permet de s'engager dans des mouvements de réforme et d'impulser la réorientation de leur secteur d'activité vers la modernisation à l'occidentale, et ceci contribue souvent à renforcer leur position à l'intérieur de l'appareil, à leur assurer une nouvelle légitimité face à leur profession. Certains de ces experts parviennent ainsi sur le tard à lâcher tous les liens avec l'appareil et à passer à l'opposition ou à participer en fonction de leur seule expertise reconnue, aux tâches intellectuelles de la transition.

Il y a, toutefois, un autre genre de reconversion d'anciens cadres ou sympathisants juifs du régime à considérer. Il concerne plus typiquement les jeunes, souvent eux-mêmes fils de cadres en rupture de ban. La grande vague de rupture des cadres juifs déçus a eu lieu, on l'a vu, en 1956. Le front populaire commun des journées révolutionnaires n'a pas cessé d'être réactualisé constamment dans les prisons (où se retrouvaient, jusqu'aux années 1960, les protagonistes survivants), dans les cercles d'amitié informels d'anciens prisonniers politiques, dans des milieux de solidarités professionnelles, puis dans les mouvements d'opposition des années 1980. Mais ces opposants ont été progressivement rejoints, surtout au cours des années consécutives à l'écrasement du Printemps de Prague (et à l'essoufflement concomitant de la réforme économique en Hongrie), par des membres des générations montantes, dont les pères continuaient maintes fois à assumer de hautes fonctions dans l'appareil. Les jeunes cadres en puissance, nés après 1945, étaient moins marqués que leurs aînés par le traumatisme du génocide et, par voie de conséquence, moins automatiquement mus par les

AUJOURD'HUI

réflexes d'adhésion au régime « libérateur ». Pour beaucoup, les événements de 1956 représentaient un traumatisme directement vécu (ne fut-ce que par l'intermédiaire des parents ou amis emprisonnés, persécutés ou contraints à l'émigration). Ils étaient moins portés à accepter le grand compromis kádàriste qui impliquait des compromissions fondamentales. C'est à eux qu'il revint de fournir les noyaux durs de l'opposition politique au régime qui s'organise dans les années 1970 sous forme « d'universités privées », et de cercles de discussion, puis s'exprime dans les années 1980 dans de florissantes publications *samizdat*, dans les collectes de pétitions de protestation, souvent à l'appui des mouvements parallèles en Pologne et en Tchécoslovaquie, voire même en liaison avec ces derniers. Ils donneront les dirigeants incontestés et les têtes pensantes du principal parti d'opposition fortement implanté dans l'intelligentsia urbaine (Alliance des démocrates libres) et émergent à la faveur du changement de régime en 1989.

Depuis 1989 : boucler la boucle historique ?

Cette évolution toute récente, qui se poursuit sous nos yeux, peut s'interpréter comme l'aboutissement d'un mouvement décisif de retrouvailles historiques. On peut dire que la place des Juifs dans la société hongroise post-communiste en formation est comparable à celle qui aurait pu leur revenir si le processus libéral de modernisation et de sécularisation, commencé au XIX^e siècle, n'avait pas été dévié de sa course en 1919 puis définitivement interrompu par l'antisémitisme institutionnalisé, par le génocide et par le régime de type soviétique. Dans l'évolution de ces dernières années (qui, à son tour, se situe dans le prolongement du front commun établi dès 1956), c'est en effet une profonde communion d'intérêts qui s'est reconstituée entre fractions d'origine ou d'attaches juives et non juives de l'opinion : celle dont le contrat social assimilationniste a fourni l'exemple à l'époque libérale.

Les analogies historiques doivent bien entendu toujours être entourées d'une suspicion raisonnée. Il existait à la base de l'entente judéo-hongroise libérale un grave déséquilibre fondé d'une part sur l'hégémonie politique absolue de la *gentry* et la domination (au moins potentielle, étant donné la faiblesse de ses concurrents) de la bourgeoisie et de l'intelligentsia juives sur les activités économiques modernes. A cela il faut ajouter l'inachèvement de l'acculturation et de l'intégration sociale de la majorité de l'agrégat juif. Le contrat libéral s'est donc conclu entre parties encore par trop inégales et éloignées l'une de l'autre dans l'espace social.

La situation actuelle est toute différente pour une série de raisons historiques complexes que l'on ne peut évoquer ici que de façon signalétique. D'abord, l'agrégat juif s'est singulièrement rétréci par suite de la *Shoah* et des vagues successives d'émigration. Avec moins d'un pour cent de la population, il ne saurait s'ériger — même à titre d'hypothèse académique — en élite alternative ou devenir prépondérante par le nombre dans une nouvelle classe dirigeante. Ceci est d'autant plus exclu — depuis longtemps il est vrai — que les conditions ethniques ou identitaires de pareille éventualité font désormais totalement défaut. Si des mouvements identitaires se développent

dans le judaïsme hongrois contemporain, c'est un phénomène post-assimilationniste semblable aux mouvements apparentés en Europe occidentale : loin de contredire l'assimilation de fait (qui est aussi complète chez les Juifs en Hongrie qu'en France, à la fois sur le plan « objectif » — linguistique, culturel ou politique — que dans la conscience de soi ou dans la définition collective dominante de l'appartenance), ces mouvements ne font qu'enrichir et rendre singulière une conception tout à fait « enracinée » de l'identité nationale. Au lieu de se substituer à l'identité hongroise, ils s'y ajoutent pour la qualifier positivement. Mais de larges milieux juifs, surtout parmi les plus politisés, ne participent guère à ces mouvements de réveil. Quels que soient leurs rapports avec la judaïté, ceux-ci n'interviennent que peu ou pas du tout dans leur engagement politique ou civique, sauf évidemment s'il s'agit de faire barrage à des actions racistes.

Toutefois, le fait décisif en cette matière réside dans les transformations des milieux non juifs. Il s'agit de larges secteurs de la société hongroise — échappant à toute qualification sommaire en termes sociologiques — qui ont « dépassé » le « problème juif », d'une façon à tout point similaire aux grands partis démocratiques des pays occidentaux. Une preuve éclatante en a été fournie par les premières élections libres. Une insidieuse agitation, aux relents assez explicitement antisémites, a été menée pendant la dernière campagne électorale contre les deux formations libérales (l'Alliance des démocrates libres et les Jeunes démocrates) dont les comités directeurs et les clientèles comprennent beaucoup de personnalités juives. Cette manœuvre a échoué au delà de toute attente. Les deux formations apostrophées comme « partis juifs » ont recueilli plus de 30 % des suffrages. En outre, les deux partis nés de la scission de l'ancien parti unique du régime communiste et, à ce titre, fortement associés au « règne juif », ont collecté quelque 15 % des suffrages. Près de la moitié de l'électorat a donc choisi des formations réputées pour l'importance du poids des Juifs en leur sein (et subrepticement dénoncées en tant que telles par leurs adversaires).

On pourrait néanmoins déduire de cette analyse que la question juive est au principe même de la scission actuelle du champ politique hongrois. Je pense qu'il faut résolument écarter cette interprétation en dépit du recours — qu'on est en droit de qualifier de malhabile ou d'odieux — à des thèmes plus ou moins explicitement antisémites dans le discours politique de certaines fractions des partis de la coalition gouvernementale actuelle et dont la presse se fait régulièrement l'écho. Que de telles voix se fassent entendre est une chose allant de soi dans une société où — comme ailleurs dans les pays démocratiques —, il existe une tradition d'antisémitisme. Les antisémites peuvent désormais trouver expression dans une presse non muselée. L'un des éléments de la culture idéologique de référence du parti gouvernemental — développée par une partie des écrivains nationalistes-populistes pendant les années 1930 et 1940 — comporte des thèmes anti-bourgeois, anti-urbains, anti-occidentaux et (plutôt par implication) racistes (genre *völkisch*) qui, à leur tour, se sont exprimés autant dans une xénophobie anti-allogène (et avant-guerre surtout anti-allemande) que dans l'antisémitisme. Il importe ici de garder le sens de la précision. Si le parti gouvernemental actuel a cru bon d'employer lors de la campagne des premières élections libres des arguments

AUJOURD'HUI

antisémites plus ou moins déguisés, c'était manifestement pour des (mauvaises) raisons tactiques. L'opinion dominante du parti gouvernemental actuel ne donne pas de signes d'antisémitisme. Des personnalités juives adhèrent à cette formation. Ils pourraient passer pour de simples « Juifs d'alibi », s'ils ne représentaient pas tout un courant du magyarisme nationaliste dans le judaïsme hongrois dont la tradition remonte au XIX^e siècle (et dont des figures de proue avaient participé jusqu'au mouvement des écrivains populistes-nationalistes d'avant-guerre...). De plus, ce gouvernement (en prolongement de la politique du dernier cabinet communiste-réformateur, dont le parti de l'actuel premier ministre fut un moment l'allié proche) multiplie les gestes symboliques à l'égard de la communauté juive, gestes qui se faisaient attendre depuis la *Shoah*. Le parlement de transition a commémoré dans une loi spéciale le génocide en Hongrie et érigé un monument en souvenir de l'ancien consul de Suède, en 1944, Raul Wallenberg. De même, le chef du gouvernement issu des élections libres a inauguré récemment un mémorial national des martyrs dans l'enceinte de la grande synagogue de Budapest. S'il arrive que des voix antisémites défraient la chronique dans les partis de la coalition gouvernementale, ce sont des voix à coup sûr minoritaires, qui se heurtent à la réprobation tacite et embarrassée des représentants de la majorité.

Ainsi, il serait faux et probablement injuste d'assimiler les deux grands camps de l'échiquier politique actuel à des groupements pro- ou antijuifs. Cela ne veut pas dire que le rapport au judaïsme et à ce que les Juifs ont représenté dans l'histoire nationale contemporaine, ne constitue pas une des pierres d'achoppement des divisions du champ idéologique. En effet, les options distinctes des deux camps recouvrent non seulement des sensibilités idéologiques et axiologiques assez radicalement différentes — avec un dosage très variable de valeurs nationalistes, religieuses ou laïques, libérales de type jacobin ou anglo-saxon, etc. —, mais aussi des références historiques fortement contrastées : d'un côté, on ne retient du passé que les grands moments du libéralisme et d'ouverture vers l'ouest, tandis que, de l'autre, on tend à inclure dans l'héritage dont on se réclame une image un peu retouchée du régime autoritaire — mais « chrétien » — d'avant-guerre. De plus, les deux options comportent des projets de société implicitement dissemblables avec, d'un côté, acceptation sans réserves du modèle de développement offert par les démocraties de l'ouest, et, de l'autre, la conservation des illusions (dûment élaborées dans une tradition politologue locale à la qualité intellectuelle d'ailleurs incontestable) de la « troisième voie ». Or, chacun de ces éléments de dissension ou d'antagonisme peut être rapporté à la principale fonction sociale assumée par les Juifs tout au long de l'ancien régime comme le composant essentiel des forces poussant le pays vers la voie libérale — « bourgeoise », démocratique, laïque et occidentale — de modernisation, avec une insistance particulière sur l'élimination des restes du féodalisme, c'est-à-dire la laïcité de l'État, le neutralisme en matière de croyances et le « méritocratie » dans la sélection des élites. Bien au delà de l'antisémitisme, ce qui reviendrait à la mise en question de la présence juive en Hongrie — qu'aucun responsable politique n'oserait préconiser à proprement parler —, le rapport au judaïsme se trouve par ce biais tout de même au principe de la division du champ idéologique.

Indépendamment de cette division, qui s'inscrit concrètement sur l'échiquier politique nouveau, il existe deux autres dimensions, l'une plus spécifiquement socio-économique, l'autre psycho-sociologique, qui contribuent à la problématisation des relations entre Juifs et non-Juifs dans la Hongrie post-communiste.

De fait, sur le plan socio-économique, comme dans certains autres domaines aussi, le bilan du régime communiste n'est pas aussi négatif qu'on se complaît à le faire croire en s'appuyant sur les seuls indicateurs bruts, tels le niveau de l'endettement ou l'inefficacité des industries. En réalité, par le biais de l'intensification des relations économiques avec les pays les plus développés (comportant entre autres l'échange de spécialistes, l'achat de technologies et la réception d'investissements étrangers), à la suite de la politique de libéralisation de l'économie interne — développement des secteurs privé et coopératif (lequel n'était souvent que du privé déguisé), de l'artisanat, du commerce et des services, puis avec le développement très dynamique d'une économie informelle en fonction de la logique du marché dans une économie de pénurie, le pays ne s'est pas seulement engagé dans un rapide processus de modernisation mais encore, en termes de stratification sociale, il a réalisé un modèle inédit d'embourgeoisement déguisé¹³. Si l'on totalisait le poids comptable des biens et des services produits ces dernières années grâce à l'initiative privée, le résultat n'excéderait évidemment pas les sommes relatives correspondant aux chiffres d'affaires du secteur privé dans l'économie nationale d'avant les nationalisations, mais montrerait qu'il y a, proportionnellement, bien plus d'entrepreneurs à leur compte que jadis. Le pays a donc renoué avec un mode de modernisation de type capitaliste, même si, étant donné les contraintes qui l'entouraient, à ses débuts historiques au XIX^e siècle comme maintenant, ceci a pu ressembler au premier abord à du « capitalisme sauvage ». De toutes façons, sur le plan historique, c'est la bourgeoisie juive par excellence qui est à l'origine de ce modèle de développement en Hongrie. A vouloir explorer l'analogie historique, on peut même invoquer les interdictions professionnelles et les restrictions corporatistes qui ont présidé à la formation de la bourgeoisie juive en Hongrie avant l'émancipation : les limitations à l'exercice capitaliste de l'esprit d'entreprise imposées par le régime communiste ne s'en écartent pas fondamentalement. Elles ont dû produire le même type de conduites compensatoires, que celles-ci s'expriment par le calcul rationnel, par la sur-information concernant les marchés, par l'intensité de l'exploitation de soi ou par le sens de la débrouille, voire de la concussion — tous vertus et vices jadis attribués aux pionniers juifs de l'industrialisation. Tout se passe comme si, paradoxalement, par suite d'un mouvement de restratification sans précédent survenu pendant les décennies du communisme, la société hongroise tout entière s'était engagée dans ce qu'on est ici en droit de qualifier de « voie juive de développement ». A cela, il convient d'ajouter que, pour la première fois dans l'histoire nationale, Juifs et non-Juifs se sont retrouvés sur un pied

13. On peut consulter à ce propos les recherches de sociologie empirique conduites par Iván SZELENYI en collaboration avec Robert MANCHIN *et alii*, *Socialist Entrepreneurs, Embourgeoisement in Rural Hungary*, Cambridge, Polity Press, 1988.

AUJOURD'HUI

d'égalité devant ces chances, risques et contraintes socio-économiques nouveaux.

Pour comprendre cette évolution, il faut rappeler comment s'est opérée la restratification socio-économique sous l'égide du communisme. Le régime a commencé par éliminer les classes inactives, vivant de leurs rentes ou de leurs propriétés, réduire au statut de prolétaires ou d'employés les actifs « indépendants » dans tous les secteurs, transformer en « coopérateurs » ou en cadres les membres des professions libérales et surtout mobiliser une grande partie de la paysannerie (près de la moitié de la population active avant la guerre) dans son programme d'industrialisation forcée. Dès ses origines, le régime a réussi, par des moyens violents, à abolir toutes les rigidités d'origine féodale ou féodale-capitaliste (selon la terminologie dominante) — qui tenaient à la structure de la distribution des propriétaires et des moyens de production ainsi qu'aux « mentalités de classe » — qui avaient jusqu'alors entravé l'accélération du processus d'industrialisation. Ce programme de mobilisation sociale touchait également les hommes et les femmes (ces dernières ayant été rarement actives auparavant) et comportait deux volets complémentaires : un gros effort de formation technique et instrumentale et une urbanisation quantitative considérable. Tout ce mouvement gigantesque de déclassements et de reclassements socio-économiques a été assorti, on le sait, d'un nivellement vers le bas du niveau et des modes de vie, d'un endoctrinement forcené et d'un alignement idéologique revenant à une égale privation de l'autonomie politique de toutes les couches sociales. Mais si l'on fait abstraction des chances différentielles d'intégration dans l'appareil au pouvoir à égalité de classes d'origine (qui a dû favoriser les Juifs), le reste du mouvement s'est accompli plutôt au détriment des Juifs (au sens des risques de déclassement), étant donné leur profil de classe primitivement beaucoup plus « bourgeois ». Même si leurs relations « sentimentales » avec le régime « libérateur », sous le rapport de la condition socio-économique qui leur fut faite, ont pu être différentes, Juifs et non-Juifs sont retrouvés côte à côte dans le même moule et face aux mêmes contraintes, à l'issue de la première phase communiste.

Cette situation n'a pas fondamentalement évolué après 1956. Juifs et non-Juifs se sont trouvés à égalité devant la nouvelle donne socio-économique, en raison de la participation massive des cadres juifs à la révolution (et par suite de la greffe réussie de nombreux « cadres populaires » dans l'appareil), l'accès préférentiel des Juifs aux postes supérieurs appartenant à une époque révolue (même si beaucoup d'anciens cadres juifs conservent leurs positions). Les déclassements conjoncturels consécutifs à la répression contre-révolutionnaire les frappent au même titre, sinon plus, que leurs compagnons d'engagement. Et ils profitent comme les autres des nouvelles occasions d'embourgeoisement que le régime commence à concéder à partir des années 1970.

Actuellement, il n'y a donc plus de déséquilibre entre Juifs et non-Juifs dans les rapports de force socio-économiques, comme sous l'ancien régime. Les mouvements de nivellement, de déclassement et de reclassement hiérarchiques et sectoriels intervenus dans les quarante dernières années ont largement brouillé les pistes de la mobilité préférentielle qui, jadis, aboutissait à

la dualité des structures (selon l'expression du sociologue Ferenc Erdei)¹⁴ en opposant les marchés compétitifs de l'économie privée, dominés par les Juifs, à la fonction publique, réservée aux non-Juifs. Une étude approfondie montrerait sans doute qu'il n'existe aujourd'hui aucune sur-représentation notable de Juifs parmi les nouveaux entrepreneurs, alors qu'ils constituaient la majorité de ce groupe avant la seconde guerre mondiale. Les divisions socio-professionnelles de la société hongroise n'offrent plus comme jadis les mêmes arguments aux antisémites.

Pourtant, là encore, des réserves s'imposent. Les reproches populaires qu'on entend adressés aux Juifs sur leur « omniprésence » dans certains secteurs de ce qu'on considère communément comme les élites sociales les plus visibles (experts économiques et scientifiques, artistes de haut niveau, personnel de la télévision, gestionnaires des échanges internationaux, etc.), s'appuient sur une réalité partielle. Celle-ci est liée à une large égalisation des chances de réussite (ou des risques de déclassement). D'abord, dans une situation de mobilité collective ascendante, ce qui était le cas de la plupart des secteurs de la société hongroise depuis 1956, chaque groupe et strate avance à partir de son niveau de départ. L'agrégat juif, dès l'abord plus bourgeois et davantage doté de capital culturel — même à classe sociale égale (en raison de sa sur-scolarisation relative déjà ancienne) —, a donc pu monter comme les autres dans les hiérarchies socio-économiques. Mais, par rapport aux non-Juifs, les Juifs avaient statistiquement plus de probabilités d'occuper des positions d'élite.

Deuxièmement, en situation de pure concurrence (rendue possible par l'évolution méritocratique du régime communiste), certaines des compétences ou des dispositions collectivement héritées ou reconstruites, et de nature très diverses (comme la culture linguistique étrangère, la sur-information, les capacités de verbalisation, l'auto-réflexivité et la sensibilité aux disparités sociales, etc.), qui ont de tout temps préférentiellement orienté des Juifs vers la presse, l'industrie culturelle, la gestion, les emplois bancaires, le commerce international, sont réactivées afin de maximiser les chances de réussite. Il en résulte parfois une concentration de Juifs dans des postes exigeant certains types de spécialisation poussée. On ne peut pas exclure le jeu des solidarités d'intérêt, lobbies et autres phénomènes de regroupement volontaire dans le « surcroît de Juifs » perçu dans quelques secteurs élitaires à grande visibilité publique. Mais tout ceci n'a rien de comparable avec la « double structure des classes » de l'ancien régime.

Ces phénomènes ne peuvent plus nourrir de mouvements d'humeur antisémites que grâce à des rationalisations volontaristes (ou à la mauvaise foi) manifestes. En dépit d'une réelle translation vers le haut de leur structure de classe (dans la mesure même où ils ont partagé les fruits de la mobilité sociale « structurelle » qui a accompagné le développement économique du

14. C'est dans un manuscrit datant des années 1942-1943 et publié après sa mort que le sociologue et ethnologue Gerenc Erdei (1910-1971) a proposé par le concept de double structure une interprétation saisissante des deux directions passablement divergentes (l'une de type « occidental », l'autre de type « féodal ») de la mobilité socio-professionnelle qui marquent le processus de modernisation donnant naissance aux nouvelles classes moyennes de l'ancien régime finissant.

AUJOURD'HUI

pays), les Juifs ne représentent plus, dans aucun secteur ou sous-secteur de la société hongroise, un agrégat majoritaire, à caractère dominant ou monopolistique ou qui menacerait de l'être. La restructuration communiste n'a nullement nivelé la société hongroise au sens de l'utopie communiste, mais elle a fait disparaître les principales références socio-économiques du discours antisémite. Est-ce à dire que l'antisémitisme aurait perdu en Hongrie sa base sociale ? Ce n'est évidemment pas le cas. Mais les divisions sociales ont été tout de même suffisamment corrigées, pour que l'antisémitisme ne puisse plus s'appuyer sur des arguments d'ordre socio-économique.

Dans cette logique, au lieu de se multiplier, les manifestations d'antisémitisme devraient se raréfier dans la Hongrie d'aujourd'hui, et les Juifs, au lieu de ressentir la menace sinon la montée effective de l'insécurité, devraient pouvoir se rassurer. Mais les actes antijuifs, jusqu'à nouvel ordre exclusivement verbaux ou symboliques, n'ont pas besoin de justification rationalisée pour devenir plus fréquents dans un pays à forte tradition antisémite.

Même si la disparition de la censure qui autrefois endiguait l'expression publique de l'antisémitisme d'une part, et l'attribution aux Juifs du rôle sans surprises de bouc émissaire les rendant responsables des méfaits du défunt régime communiste d'autre part, suffisent à expliquer le regain conjoncturel du phénomène antisémite, ses bases objectives sont néanmoins très affaiblies.

Et pourtant, il existe un malentendu permanent entre Hongrois juifs et non juifs qui tient à la différence entre les définitions collectives de l'identité. Les Juifs tendent à ressentir ce malentendu comme une façon sournoise de les exclure de la communauté nationale à la manière des antisémites. Les exemples en sont parfois fournis par des non-Juifs nourris des meilleures intentions. Ils n'en rouvrent pas moins d'insoutenables blessures. Le premier ministre actuel, homme respecté au-delà de sa famille politique, notamment dans les milieux juifs, prononça pendant la cérémonie d'inauguration du mémorial national de la déportation, dans un discours pour exprimer sa solidarité aux Juifs, les phrases suivantes : « L'artiste [du monument] a exprimé le souvenir *de l'autre côté* aussi. Il faut que *vous* sachiez que *le Hongrois* regarde cela *comme une tragédie commune*... Nous *nous* souvenons de *vos* martyrs, comme s'ils étaient des *nôtres*, parce que nous les considérons des *nôtres* » (c'est moi qui souligne). Pareilles expressions, par la bonne volonté même qui les anime, reflètent l'ampleur pathétique de l'incompréhension qui continue à séparer sous ce rapport Juifs et non-Juifs dans la Hongrie contemporaine. Pour beaucoup de ses auditeurs, les paroles sympathiques du premier ministre ont dû apparaître comme une monstruosité historique.

De fait, toute définition sociale de l'identité est un classement soit en catégories hiérarchisées (qui englobent ou recouvrent les unes les autres) soit en catégories exclusives. Depuis le début du mouvement d'assimilation, l'enjeu essentiel de la lutte qui oppose — au sein du judaïsme autant que dans la société globale tout entière — les promoteurs et les adversaires de l'intégration des Juifs acculturés concerne justement le choix entre les deux types de définition des Juifs en tant qu'agrégat distinct ou inclu dans le peuple magyar, une fois que les intéressés ont satisfait aux exigences

d'acculturation imposées par les milieux d'accueil « assimilateurs ». La réponse assimilationniste classique à ce problème a été donnée dans la confessionnalisation du judaïsme, principe officiellement sanctionné par l'élite libérale dans la loi de « réception » de 1895 qui a formellement transformé les Juifs en « Hongrois de foi mosaïque » ou « israélite ». La « réception » de la communauté de culte parmi les grandes confessions protégées par l'État ne pouvait certes pas avoir un effet décisif sur la réception sociale des Juifs au sens de leur redéfinition comme Hongrois à part entière. Pourtant, dans une société dès l'abord multi-ethnique, où depuis longtemps certains groupes allogènes, tels les *Ungardeutschen*, réussissaient d'abord à faire reconnaître sans réserve leur appartenance à la nation politique hongroise, puis, avec les progrès de leur acculturation, à se faire absorber sans provoquer d'excessifs ressentiments dans l'ethnie magyare, la confessionnalisation exerçait une influence considérable à l'appui de l'extension d'une définition « englobante » ou « inclusive » des Juifs. Par suite de la sécularisation rapide des milieux juifs libéraux (au sens religieux), des fractions de plus en plus larges de l'agrégat juif des grandes villes et aussi beaucoup de leurs partenaires sociaux acceptaient, voire revendiquaient la définition « inclusive ». De part et d'autre, les références, surtout dans la rhétorique de la première génération des grands réformateurs libéraux (qui ont eu leur heure de gloire dans la guerre d'Indépendance de 1848-1849) accréditant des formulations telles que les « compatriotes de foi mosaïque », ne manquaient pas pour soutenir cette attitude. Celle-ci s'objectivait d'ailleurs dans le développement d'une série de comportements aboutissant à la perte ou à l'abandon des insignes publics de l'identité juive, tels la magyarisation des noms de famille, les mariages inter-confessionnels ou sans sanction rabbinique, la conversion, la non-circoncision des garçons, la scolarisation primaire dans des écoles publiques ou chrétiennes, etc.

Malgré la sécularisation de plus en plus généralisée des Juifs et l'achèvement de leur acculturation, l'antisémitisme institutionnalisé dans l'entre-deux-guerres, puis le traumatisme de la *Shoah* ont donné un coup d'arrêt à cette évolution. Pour les antisémites de tout bord, l'exclusion des Juifs du « peuple magyar » n'était évidemment pas seulement un principe théorique. Depuis ce temps, pour les Juifs, aussi efficace qu'ait pu être l'illusion assimilationniste avant le génocide et de nouveau sous le communisme, la tragédie collectivement et individuellement vécue a désormais interdit — pour toujours ? — de se considérer « tout à fait comme les autres ». Plus ceci était vrai, plus ils considéraient en revanche que la société hongroise dans son ensemble avait le devoir de les considérer comme des leurs, parties intégrantes de la communauté nationale, ne serait-ce que par compensation symbolique élémentaire du « grand rejet » nazi, dont beaucoup de leurs compatriotes avaient été activement co-responsables ou passivement complices.

Les définitions « inclusive » ou « exclusive » de la judaïté en Hongrie ne relèvent donc pas, loin de là, d'un débat purement académique. Elles sont au cœur d'un contentieux pluri-séculaire. Le premier aspect en fut temporairement réglé par l'émancipation civile et la réception confessionnelle. La solution définitive du contentieux ne saurait se passer d'une redéfinition généra-

AUJOURD'HUI

lisée de l'identité nationale admettant et intégrant à la manière occidentale l'altérité particulière dont les Juifs sont collectivement porteurs, en raison de leur destin historique. Pour être crédible, cette redéfinition doit s'inscrire autant dans les relations sociales quotidiennes que dans les pratiques institutionnelles.

Victor KARADY
Centre de Sociologie de l'Éducation et de la Culture
EHESS